

Erchad

« Conscience »

Institut AWESTA 66 av des CHAMPS ELYSEES 75008 Paris France Tel : 06 87 81 61 44

N° 169 Août 2013 = 7077 Perse (www.7000sal.com) www.awesta.fr

La laïcité n'est contre aucune religion et laïcité n'est pas une religion mais le respect des lois républicaines, aucune religion ne doit pas imposer ses rites et ses cultes et ses idoles à la société non plus à la membre de sa famille... ! « David ABBASI »

David ABBASI

PERSIAN

NUCLÉAIRES !!

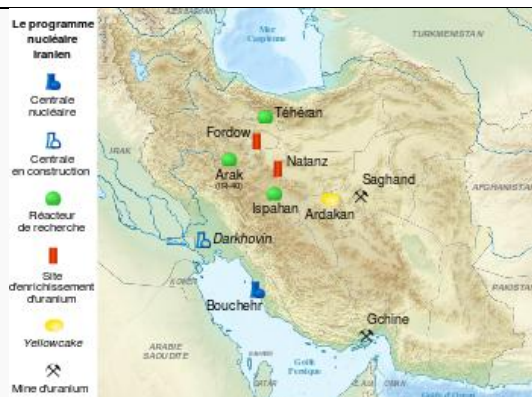
63 ANS DE NUCLÉAIRES

PERSE (IRANIENS)



Le programme nucléaire iranien a été lancé par le Shah d'Iran dans les années 1950 avec l'aide des États-Unis, puis de l'Europe surtout la France... Après la révolution iranienne en 1979, le programme a été temporairement arrêté. Il fut rapidement remis en route, mais avec l'assistance de la Russie. Le programme actuel met en œuvre plusieurs sites de recherche, une mine d'uranium, un réacteur nucléaire et plusieurs installations de transformation de l'uranium qui incluent une usine d'enrichissement de l'uranium. Depuis les années 1950, le gouvernement iranien assure que le seul but du programme est de développer la capacité en l'énergie nucléaire afin de produire de l'électricité, et planifie de produire 6 000 MW d'électricité à partir d'énergie nucléaire en 2010. Depuis septembre 2011, grâce à la mise en service de la centrale nucléaire de Bouchehr, l'énergie nucléaire contribue à la production d'électricité iranienne.

Les fondations du programme nucléaire iranien ont été posées pendant la guerre froide, à la fin des années 1950, sous l'égide des États-Unis et dans le cadre d'accords bilatéraux entre ceux-ci et la Dynastie Pahlavi. Un programme nucléaire de coopération civile a été signé dès 1957 avec les États-Unis dans le cadre du programme « Atoms for Peace ». Le Shah Mohammad Reza Pahlavi régnait sur l'Iran à cette époque, et après la chute de Mohammad Mossadegh encouragée par la CIA en 1953, le régime apparaissait suffisamment stable et amical envers l'occident pour que la prolifération nucléaire ne devienne une menace. En 1959 est créé le Centre de recherche nucléaire de Téhéran (CRNT), opéré par l'



Carte des installations nucléaires iraniennes

Organisation de l'Énergie Atomique d'Iran (OEAI). Le CRNT était équipé avec un réacteur nucléaire de recherche fourni par Washington d'une puissance de 5 MW, opérationnel depuis 1967 et fonctionnant à l'uranium hautement enrichi². L'Iran signe le traité de non-prolifération nucléaire (TNP) en 1968 et le ratifie en 1970. Avec la fondation d'une agence atomique nucléaire et le TNP mis en place, le Shah Mohammad Pahlavi avait pour projet de construire jusqu'à 23 centrales nucléaires pour l'année 2000 à travers le pays avec l'aide des États-Unis. En mars 1974, le Shah Mohammad Reza Pahlavi avait la vision d'une époque pendant laquelle les réserves de pétrole du monde se tariraient et déclara : "le pétrole est un matériau noble, bien trop précieux pour le brûler... Nous envisageons de produire, aussi tôt que possible, 23 000 mégawatts d'électricité en utilisant des centrales nucléaires."³. Bushehr serait la première centrale, et fournirait de l'énergie à la ville de Shiraz située plus dans les terres. En 1975, la compagnie originaire de Bonn, Kraftwerk Union AG, entreprise créée grâce à un partenariat de Siemens AG et AEG Telefunken, a signé un contrat pour 4 à 6 milliards de dollars américains afin de construire la centrale à réacteur à eau pressurisée. La construction des deux unités de production de 1 196 MW a été sous-traitée à ThyssenKrupp et aurait dû être finie en 1981.

En 1975, le secrétaire d'État américain, Henry Kissinger, signe le document *National Security Decision Memorandum 292* (Mémo 292 de décision pour la Sécurité nationale) intitulé "Coopération U.S.-Iran", qui décrit les détails de la vente d'équipements nucléaires devant rapporter plus de 6 millions de dollars aux compagnies américaines. Pendant ce temps, l'Iran extrayait un volume de 6 millions de barils par jour (950 000 m³/j) de pétrole, à comparer avec les 4 millions de barils par jour (640 000 m³/j) extraits aujourd'hui. En 1976, le président américain Gerald Ford signe avec hésitation une directive offrant à Téhéran l'opportunité d'acheter et d'utiliser une installation de traitement du combustible usé, de fabrication américaine, permettant d'extraire du plutonium à partir de combustible. L'accord était écrit en vue de parvenir à maîtriser le "cycle complet de l'atome", avec tous les risques en termes de prolifération que cela pourrait engendrer. Le document stratégique de Ford stipulait que « l'introduction de l'énergie nucléaire en Iran permettra à la fois de fournir les besoins grandissants de l'économie iranienne et de libérer des ressources de pétrole pour l'export ou la conversion en produits pétrochimiques. »

PERSIAN NUCLÉAIRES !!

L'équipe du président Ford a approuvé les projets iraniens qui visaient à construire une véritable filière électronucléaire, et a aussi travaillé dur pour conclure un accord de plusieurs milliards de dollars, accord qui aurait donné à Téhéran le contrôle sur de grandes quantités de plutonium et d'uranium enrichi - les deux chemins vers la bombe nucléaire. L'État impérial d'Iran, allié des États-Unis, avait alors beaucoup d'argent et des liens étroits avec des compagnies américaines, dont Westinghouse et General Electric.

Dans une interview pour le *Washington Post* du 27 mars 2005, Henry Kissinger a dit: « Je ne pense pas que le sujet de la prolifération soit apparu. »

Un grand nombre de documents déclassifiés sont disponibles sur le site web de la bibliothèque et du musée du Président Ford. Deux documents en particulier, datés du 22 avril 1975 et du 20 avril 1976, montrent que les États-Unis et l'Iran ont tenu des négociations pour une coopération sur l'utilisation de l'énergie nucléaire. Selon ces documents, les États-Unis étaient prêts à aider l'Iran en mettant en place *l'enrichissement de l'uranium* et des *installations de traitement* du combustible.

Jusqu'au changement d'administration en 1977, Dick Cheney, le ministre de la Défense américain Donald Rumsfeld et Paul Wolfowitz, qui sont aujourd'hui parmi les plus féroces opposants au programme nucléaire iranien, étaient tous très impliqués dans la promotion d'un programme nucléaire iranien qui pourrait permettre d'extraire du plutonium du combustible usé des réacteurs nucléaires afin de l'utiliser dans des armes nucléaires⁷.

Après la révolution iranienne, l'Iran a informé l'AIEA de ses projets de reprendre son programme nucléaire, en utilisant du combustible nucléaire enrichi en Iran. En 1983, l'AIEA a même planifié de fournir de l'assistance à l'Iran dans le cadre d'un programme d'assistance technique. Un rapport de l'AIEA disait clairement que son but était de « contribuer à la formation d'une expertise locale et de la main d'œuvre nécessaire afin de soutenir un ambitieux programme dans le champ de la technologie des réacteurs nucléaires et du cycle du combustible ». Cependant, l'AIEA a été forcée de terminer ce programme sous la pression américaine. La révolution iranienne a marqué un point décisif en termes de coopération avec l'étranger sur la technologie nucléaire.

Après 1979, un autre résultat de la révolution fut le refus de la France de fournir de l'uranium enrichi à l'Iran. L'Iran n'a pas non plus pu cautionner son investissement dans Eurodif, un consortium international fondé en 1973 par la France, la Belgique, l'Espagne et la Suède. En 1975, la part suédoise de 10 % dans Eurodif était parvenue à l'Iran à la suite du désistement de la Suède et d'un accord entre la France et l'Iran. La société française nationalisée Cogéma et le gouvernement iranien ont alors fondé la Sofidif (*Société franco-iranienne pour l'enrichissement de l'uranium par diffusion gazeuse*), possédant respectivement 60 % et 40 % des parts. En retour, la Sofidif a acquis une part de 25 % dans Eurodif, ce qui donnait à l'Iran sa part de 10 % dans Eurodif. Reza Shah Pahlavi a prêté un milliard de dollars US (et encore 180 millions de US\$ en 1977) pour la construction de l'usine Eurodif, afin d'avoir le droit d'acheter 10 % de la production d'uranium enrichi du site.

Les États-Unis étaient aussi rémunérés pour livrer du combustible nucléaire à l'Iran en accord avec un contrat signé avant la révolution. Les États-Unis n'ont livré ni le combustible, ni rendu les milliards de dollars de paiement qu'ils avaient déjà reçus. L'Allemagne fut aussi rétribuée par multiples frappes aériennes irakiennes entre le 24 mars 1984 et

des milliards de dollars pour les deux installations nucléaires de Bushehr, mais après trois décennies, l'Allemagne a refusé à la fois d'exporter les équipements nécessaires et de rendre l'argent⁹. En conséquence, le gouvernement de l'Iran a suspendu ses paiements et a essayé de renégocier le prêt en faisant pression sur la France, notamment en supportant des groupes de résistance arabe, dont le Hezbollah qui avait pris des citoyens français en otages dans les années 1980. En 1982, le président François Mitterrand refusa de donner de l'uranium enrichi à l'Iran, qui réclamait aussi la dette d'un milliard de dollars. En 1986, Georges Besse, le manager d'Eurodif, fut assassiné; la responsabilité de l'acte fut acceptée par Action directe. Cependant, ils ont nié toute responsabilité pendant leur procès. Dans leur enquête *La République atomique, France-Iran le pacte nucléaire*, David Carr-Brown et Dominique Lorentz ont insisté sur la responsabilité des services secrets iraniens. Plus important encore, ils ont montré comment l'affaire des otages français, ainsi que l'assassinat de Besse et l'attentat de la rue de Rennes du 17 septembre 1986, était liés au chantage iranien. Le chantage iranien s'est également exprimé lors de la série d'attentats en France en 1985-1986.

Finalement, un accord (dont certaines dispositions sont restées secrètes) pour régler le contentieux Eurodif fut trouvé en 1991 : la France a rendu plus de 1,6 milliard de dollars tandis que l'Iran dédommageait des entreprises françaises pour des contrats annulés. L'Iran est resté actionnaire d'Eurodif via la Sofidif, un consortium franco-iranien actionnaire à hauteur de 25 % d'Eurodif. Le 11 avril 2007, le Ministère des Affaires étrangères a réaffirmé l'actionnariat de l'Iran à Eurodif, tout en affirmant que selon les termes de l'accord de 1991, l'Iran n'a aucun droit à enlever de l'uranium enrichi ni d'accès aux technologies du nucléaire, mais seulement aux gains financiers qui résultent de sa présence dans le consortium¹³. Mais, en raison de la Résolution 1737 du Conseil de sécurité des Nations unies (23 décembre 2006), qui gèle les avoirs de l'Organisation Iranienne à l'Energie Atomique, les fonds dû sont actuellement bloqués¹³.

Kraftwerk Union, la coentreprise de Siemens AG et d'AEG Telefunken qui avait signé un contrat avec l'Iran en 1975, s'est complètement retiré du projet de la centrale nucléaire de Bushehr en juillet 1979, après que le travail eut été arrêté en janvier 1979, avec un réacteur à moitié fini et l'autre fini à 85 %. Ils ont dit qu'ils avaient basé leur action sur le non-paiement de sommes dues par l'Iran de 450 millions de dollars. La compagnie avait reçu 2,5 milliards du contrat total. Leur annulation a eu lieu après avoir la certitude que le gouvernement iranien terminerait unilatéralement le contrat d'eux-mêmes, suivant la révolution qui a paralysé l'économie de l'Iran et a mené à une crise dans les relations de l'Iran avec l'occident. La compagnie française Framatome, filiale de Areva, s'est elle aussi retirée.

En 1984, Kraftwerk Union a fait une déclaration préliminaire afin de voir si elle pourrait conclure le travail sur le projet, mais elle a finalement décliné de le faire tant que la guerre Iran-Irak continuait. En avril de cette même année, le département d'État américain a affirmé qu'il pensait « que cela prendrait au moins deux ou trois ans pour finir la construction des réacteurs à Bushehr. » Le porte-parole a aussi dit que les réacteurs à eau légère de Bushehr « sont particulièrement adaptés à un programme militaire »; puis a continué en disant « De plus, nous n'avons pas de preuves de la construction d'autres installations iraniennes qui seraient nécessaires pour séparer le plutonium du combustible du réacteur utilisé. »

1988; et le travail sur le programme nucléaire s'est arrêté. En 1990, l'Iran a commencé à chercher des partenaires pour son programme nucléaire; cependant, à cause d'un climat politique complètement différent et des sanctions économiques américaines, peu de candidats existaient alors.

En 1991, le président argentin Carlos Menem, sous pression de Washington, met fin unilatéralement à la coopération nucléaire irano argentine, entamé en 1983¹⁴. Néanmoins, l'Argentine continue à fournir de l'uranium faiblement enrichi à l'Iran, qui attend 1996 avant de déclarer qu'il prendra des mesures légales pour rupture illégale de contrat

D'après la porte-parole de l'AIEA Melissa Fleming, les inspecteurs de l'AIEA ont visité les mines d'uranium iraniennes en 1992.

En 1995, l'Iran a signé un contrat avec la Russie afin de compléter le travail sur la centrale partiellement construite de Bushehr, installant dans le bâtiment existant Bushehr I un réacteur nucléaire de type VVER de 1000 MW. Il n'existe actuellement pas de projet pour finir le réacteur Bushehr II.

En 1996, les États-Unis ont essayé, sans succès, d'empêcher la Chine de vendre à l'Iran une usine d'enrichissement de l'uranium. La Chine a aussi fourni à l'Iran le gaz nécessaire pour tester le processus d'enrichissement de l'uranium.

Selon la journaliste D. Lorentz, l'Iran « a fait son entrée dans le club des puissances atomiques officieuses » suite aux essais nucléaires pakistanais de 1998¹⁵. Le président iranien, Mohammad Khatami, fut officiellement reçu à Paris en octobre 1999, immédiatement après la visite du chef d'État chinois Jiang Zemin. Khatami s'entretint avec le président Jacques Chirac, le premier ministre Lionel Jospin refusant de le recevoir¹⁶. Khatami déposa une gerbe sur les tombes de Pierre et Marie Curie, au Panthéon, le 26 octobre 1999, suscitant ce commentaire de Lorentz: « Leur potentiel atomique leur avait été fourni par la France. Mohammad Khatami l'avait habilement rappelé à ceux qui étaient tentés de l'oublier (...) Le message était limpide. Pourtant, aucun observateur ne se demanda pour quelle raison le Président Khatami avait tenu à honorer les pionniers français de l'atome. »

Le 14 août 2002, Alireza Jafarzadeh, un dissident iranien, révèle l'existence de deux sites nucléaires inconnus, une installation d'enrichissement de l'uranium à Natanz (dont une partie est souterraine) et une installation à l'eau lourde à Arak.^{bite}

Bien qu'il soit souvent dit que l'Iran avait "dissimulé" son programme d'enrichissement à l'AIEA, "en violation du Traité de non prolifération nucléaire" (TNP) jusqu'à ce qu'il soit "attrapé en train de tricher" en 2002, le fait est que l'Iran n'était alors pas obligé d'informer l'Agence à propos de ces installations d'après l'accord avec l'AIEA portant sur les garde-fous qui étaient en vigueur à cette époque. Cet accord stipulait entre autres que l'Iran n'est pas obligé d'autoriser les inspections de l'AIEA dans une nouvelle installation nucléaire jusqu'à six mois avant que le matériel radioactif ne soit introduit.» En fait, l'Iran n'était même pas obligé d'informer l'AIEA de leur existence jusqu'à ce moment-là, un point concédé par la Grande-Bretagne dans la réunion du Conseil de sécurité des Nations unies en mars 2003. Cette clause 'des six mois' était une clause standard de tous les accords de sauvegarde de l'AIEA. Néanmoins, l'Iran a autorisé les inspections des installations par l'AIEA en regard au protocole additionnel, et l'AIEA conclut que les installations ne faisaient pas partie d'un programme militaire secret¹⁷.

Le 14 novembre 2004, le responsable iranien des négociations sur la question du nucléaire a annoncé une suspension

temporaire et volontaire de son programme d'enrichissement d'uranium (l'enrichissement n'est pas une violation du TNP) sous la pression de la Grande-Bretagne, de la France et de l'Allemagne agissant au nom de l'Union européenne (UE) (connus dans ce contexte sous le nom de EU-3). La mesure était alors décrite comme une mesure permettant de rétablir la confiance, limitée à une période de temps raisonnable, 6 mois étant cité comme référence. Le 24 novembre, l'Iran a cherché à amender les termes de cet accord avec l'UE pour exclure certains d'équipements de cet accord afin de continuer certains travaux de recherche. Cette requête a été rejetée quatre jours plus tard.

Les 8 et 10 août 2005, le gouvernement iranien a repris la conversion d'uranium à l'usine d'Ispahan, seulement cinq jours après l'élection de Mahmoud Ahmadinejad, les activités d'enrichissement étant toujours officiellement suspendues. Cela a poussé (le 19 septembre 2005) l'UE à faire pression sur l'AIEA afin de porter le dossier du programme nucléaire iranien devant le conseil de sécurité des Nations unies. En janvier 2006, James Risen, un journaliste du *New York Times*, a affirmé dans son livre *State of War (État de guerre)* qu'en février 2000, une opération secrète américaine -sous le nom de code de Opération Merlin - avait échoué. Son but premier était de fournir à l'Iran des plans falsifiés permettant de construire une arme nucléaire, afin de retarder le soi-disant programme nucléaire militaire iranien. À la place, le plan aurait permis d'accélérer le programme en fournissant des informations utiles une fois que les erreurs auraient été identifiées

Le 4 février 2006, les 35 membres du Conseil des gouverneurs de l'AIEA a voté, à 27 voix contre 3 (dont 5 abstentions : Algérie, Biélorussie, Indonésie, Libye et Afrique du Sud) le transfert du dossier de l'Iran devant le Conseil de sécurité de l'ONU. La mesure était proposée par la Grande-Bretagne, la France et l'Allemagne, soutenues par les États-Unis. Deux membres permanents du Conseil, la Russie et la Chine, ont donné leur accord pour ce renvoi à la condition que le Conseil ne prenne aucune décision avant mars. Les trois membres qui ont voté contre le renvoi étaient le Venezuela, la Syrie et Cuba

Le 11 avril 2006, le président iranien Mahmoud Ahmadinejad annonce que l'Iran a enrichi avec succès de l'uranium. Le président Ahmadinejad a fait l'annonce lors d'un discours télévisé depuis la ville de Mashhad, où il a dit : « J'annonce officiellement que l'Iran a rejoint le groupe de ces pays qui ont la technologie nucléaire ». L'uranium a été enrichi de l'uranium à 3,5 % en utilisant plus d'une centaine de centrifugeuses. À ce niveau, il pourrait être utilisé dans un réacteur nucléaire si la quantité en était suffisante; l'uranium pour la bombe nucléaire devrait être enrichi à 90 % et plusieurs milliers de centrifugeuses devraient être construites et utilisées.

Le 13 avril 2006, après que la Secrétaire d'État américaine Condoleezza Rice eut dit (le mercredi 12 avril 2006) que le Conseil de sécurité devait prendre des mesures fortes afin de pousser Téhéran à renoncer à son ambition nucléaire, le président Ahmadinejad a affirmé que l'Iran n'abandonnera pas l'enrichissement de l'uranium et que le monde devrait considérer l'Iran comme une puissance nucléaire, en ajoutant : « notre réponse à ceux qui sont mécontents que l'Iran réussisse à maîtriser complètement le cycle du combustible nucléaire se résume à une seule phrase. Nous disons : Soyez en colère contre nous et mourrez de cette colère », parce que « nous ne discuterons avec personne à propos du droit de la nation iranienne à enrichir de l'uranium ».

PERSIAN NUCLÉAIRES !!

Le 14 avril 2006, l'Institut pour la science et la sécurité internationale (ISIS) a publié une série de photos satellites analysée des installations nucléaires iraniennes à Natanz et Isfahan²¹. Sur ces photos, on peut voir un nouveau tunnel d'entrée dans l'installation de conversion d'uranium à Esfahan, et une construction continue au site d'enrichissement de Natanz. De plus, une série d'images datant de 2002 montre les bâtiments d'enrichissement et leur couverture par de la terre, du béton et d'autres matériaux.

Le programme nucléaire de l'Iran est devenu politique à deux points de vue: local et international. Les politiciens iraniens l'utilisent comme une partie de leur arsenal populiste, et il y a une spéculation de la part des étrangers quant à l'utilisation possible d'énergie nucléaire. L'Iran a ratifié le traité de non-prolifération nucléaire en 1970, ce qui engage l'Iran à ne pas fabriquer d'armes nucléaires et à ne pas essayer de s'en procurer; cependant, l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) croit que la récente non-coopération iranienne rend impossible la conduite d'inspections afin de s'assurer que la technologie n'est pas détournée pour un usage militaire.

1. Rien dans ce traité ne devrait être interprété comme affectant le droit inaliénable de toutes les parties du traité à développer la recherche, la production et l'utilisation d'énergie nucléaire à buts pacifiques sans discrimination et en conformité avec les articles I et II de ce traité.

2. Toutes les parties du traité sous-entendent faciliter et avoir le droit de participer à l'échange d'équipement, de matériel, d'information technologique et scientifique le plus large possible afin d'utiliser pacifiquement l'énergie nucléaire. Les parties au traité en position de le faire devront aussi coopérer en contribuant seul, avec d'autres pays ou des organisations internationales au développement ultérieur d'applications de l'énergie nucléaire pacifique, particulièrement sur les territoires des états membres du traité ne possédant pas l'arme nucléaire, avec une considération particulière pour les besoins des régions du monde en développement. TNP de 1968.

La puissance nucléaire iranienne est devenue une discussion politique à la fois en Iran et dans les pays occidentaux. Un fossé considérable se creuse entre les vues politiques des iraniens et ceux de l'occident. Le public iranien voit la puissance nucléaire comme un moyen de moderniser et de diversifier les sources d'énergie. Le public iranien, pratiquement tous les candidats politiques et le gouvernement actuel sont unis sur ce point : l'Iran devrait développer son industrie nucléaire civile. Les gouvernements occidentaux pensent que le programme nucléaire civil possède des intentions cachées, dont l'introduction possible d'armes nucléaires.

Il n'y a actuellement pas de preuves que l'Iran se sert de ses capacités nucléaires pour produire des armes atomiques, et les installations connues n'ont pas la possibilité de produire du matériel de qualité militaire. N'importe quel usage militaire en dehors de la production d'énergie électrique serait une violation du TNP, que l'Iran a ratifié en 1970. Avant la révolution de 1979, certains dirigeants de l'Iran avaient déjà apporté leur soutien à cet égard. Ardeshir Zahedi par exemple, qui avait fait signer le TNP par l'Iran pendant la dynastie Pahlavi, a exprimé son soutien au programme nucléaire de l'Iran dans une interview en mai 2006, le décrivant comme un « droit inaliénable de l'Iran ».

Des assassinats de scientifiques nucléaires iraniens ont eu lieu,

et proviendraient d'Israël (selon l'Iran), 4 scientifiques nucléaires iraniens dont le dernier en date^[Quand ?] travaillait à la centrale de Natanz, ont été assassinés en deux ans.

Les estimations du potentiel nucléaire iranien actuel sont très approximatives, "le Monde" estime que l'Iran aurait assez d'uranium enrichi pour deux ogives nucléaires. Le fait de placer l'uranium sur des missiles prend beaucoup de temps, l'Iran n'est pas encore rendu à ce point. La république islamique d'Iran se défend en revendiquant son droit à l'énergie nucléaire civile, l'AIEA s'inquiète cependant de l'utilisation militaire du nucléaire.

En Iran, l'énergie nucléaire est considérée comme nécessaire pour une nation s'industrialisant rapidement et une population à forte croissance démographique (la population a plus que doublé en vingt ans). « Le pétrole est un matériau noble, de bien trop de valeur pour qu'on le brûle... » disait déjà le Shah d'Iran Mohammed Reza Pahlavi en 1974. En effet, la combustion de ressources fossiles en grandes quantités atteint dramatiquement les ressources de l'Iran.

L'Iran souhaite diversifier ses sources énergétiques, les réserves fossiles devant se tarir un jour. Les ressources de l'Iran sont actuellement estimées à 133 milliards de barils. Cela représente une consommation de 74 à 89 ans au rythme courant d'extraction de 1,5 à 1,8 milliard de barils par an si aucune nouvelle réserve n'est découverte. L'Iran soulève aussi la question financière, soutenant que développer la capacité de son industrie pétrolière coûterait 40 milliards de dollars, sans compter le prix des centrales pétro-électriques. Développer une énergie nucléaire coûte seulement une fraction de cette somme. La question de l'indépendance énergétique (le pays importe régulièrement de l'essence et de l'électricité) est aussi à prendre en compte, l'Iran possédant ses propres réserves de minerai d'uranium.

Le D^r. William O. Beeman, professeur pour le programme d'études du Moyen-Orient de l'Université Brown, qui a passé des années en Iran, dit que la question du nucléaire est centrale dans le discours politique iranien :

"Les Iraniens veulent être connus et vus comme un État moderne, en développement, possédant une base industrielle moderne et en pleine croissance. Pendant les derniers siècles, l'histoire des relations entre l'Iran et l'occident a inclus le développement par l'Iran de plusieurs sortes d'avancées technologiques et industrielles afin qu'ils se prouvent à eux-mêmes -et dans un effort pour le prouver au monde entier- qu'ils sont en fait un pays moderne en pleine croissance."

La question de l'énergie nucléaire s'insère dans ce contexte. Quand certains Iraniens parlent des États-Unis, ils disent: « les États-Unis essaient de nous réprimer; ils essaient de nous garder en retrait et en retard, de faire de nous une nation de seconde classe. Et nous avons la possibilité de développer une industrie nucléaire, et on nous dit que nous ne sommes pas assez bons ou que nous ne pouvons pas ». Et cela rend une partie du peuple iranien furieux - pas seulement le clergé au pouvoir, mais aussi des gens de la rue, dont certains jeunes de 16-17 ans. C'est un sujet tellement émotionnel qu'aucun politicien n'osera revoir ses exigences à la baisse.

Le D^r. William O. Beeman souligne aussi le fait que la politique des États-Unis vis-à-vis du programme nucléaire iranien a beaucoup changé depuis les années 1970 : "les membres de l'équipe de la Maison Blanche, qui sont en train d'empêcher l'Iran de développer sa propre capacité nucléaire et qui refusent de retirer le sujet d'une action militaire contre l'Iran, oublient continuellement que ce sont les États-Unis qui furent la maîtresse du programme nucléaire iranien il y a 30 ans".

PERSIAN NUCLÉAIRES !!

Le journal basé en Iran *Bastab* a récemment rapporté que les États-Unis avaient fourni à l'Iran 5 kg d'uranium enrichi à 19,7 % avant la révolution. Cette participation donnait aux pays étrangers l'opportunité de garder un œil sur le programme iranien, mais depuis 1979 l'investissement étranger dans ce programme est quasi nul.

La révolution de 1979 a marqué un tournant dans la politique américaine, justifiée par un gouvernement iranien devenu plus fondamentaliste et anti-occidental. Après la révolution de 1979, l'Iran a informé l'AIEA de ses plans pour redémarrer son programme nucléaire en utilisant du combustible produit nationalement, et en 1983, l'AIEA avait même prévu d'aider l'Iran via son programme d'assistance technique afin de produire de l'uranium enrichi. Le but de l'AIEA était de « contribuer à la formation d'une expertise locale et de la main-d'œuvre nécessaire pour soutenir un programme ambitieux dans le domaine de la technologie des réacteurs nucléaires et du cycle du combustible », selon son rapport. Cependant, l'AIEA a été forcée de terminer ce programme sous la pression américaine.

L'Iran estime aussi qu'elle a le droit légal d'enrichir l'uranium pour des utilisations pacifiques sous les termes du traité de non-prolifération, un droit dont les États-Unis et l'Union européenne ont commencé à dire en 2005 qu'il avait été corrompu par un programme nucléaire "clandestin" qui aurait été révélé en 2002. En fait, le programme d'enrichissement de l'uranium était ouvertement débattu sur la radio nationale, et les inspecteurs de l'AIEA ont visité les mines d'uranium en Iran. Les politiciens iraniens comparent leur traitement en tant que signataire du TNP avec trois autres nations qui n'ont pas signé le TNP: Israël, l'Inde et le Pakistan. Chacune de ces nations a développé une capacité nucléaire militaire nationale: Israël en 1967, l'Inde en 1974 et le Pakistan en 1990.

Installations nucléaires en Iran

Anarak

Anarak possède un site de stockage des déchets nucléaires, près de Yazd.

Arak

Arak était un des deux sites exposés par Alireza Jafarzadeh en 2002. L'Iran y est en train de construire une usine produisant de l'eau lourde et un réacteur à eau lourde qui devrait être prêt début 2014; selon les experts, ce réacteur pourrait être une alternative aux usines d'enrichissement d'uranium de Natanz et Fordow pour l'élaboration d'une bombe atomique.

Ardekan

La construction d'un site de fabrication de combustible nucléaire à Ardekan aurait dû être finie mi-2005.

Bonab

Le centre de recherche pour l'énergie atomique de Bonab recherche des applications à la technologie nucléaire dans l'agriculture. Il est dirigé par l'Organisation pour l'énergie atomique d'Iran (OEAI).

Bushehr

Article détaillé : centrale nucléaire de Bushehr.

Cette installation fut à l'origine l'idée du Shah Mohammad Reza Pahlavi, qui avait la vision d'une époque pendant laquelle les réserves de pétrole du monde se tariraient et déclara : « le pétrole est un matériau noble, bien trop précieux pour le brûler... Nous envisageons de produire, aussi tôt que possible, 23 000 mégawatts d'électricité en

utilisant des centrales nucléaires »³. Bushehr serait la première centrale, et fournirait de l'énergie à la ville de Shiraz située plus dans les terres.

En 1975, la compagnie originaire de Bonn, Kraftwerk Union AG, entreprise créée grâce à un partenariat de Siemens AG et AEG Telefunken, a signé un contrat pour 4 à 6 milliards de dollars afin de construire une centrale disposant de deux réacteurs à eau pressurisée. La construction des deux unités de production d'électricité de 1 196 MW a été sous-traitée à ThyssenKrupp et aurait dû être finie en 1981.

Kraftwerk Union avait vraiment envie de travailler avec le gouvernement iranien puisque, comme l'a dit le porte-parole Joachim Hospe en 1976, « afin d'exploiter pleinement notre capacité à faire des centrales nucléaires, nous devons gagner au moins 3 contrats à l'étranger par an. Le marché ici est presque saturé, et les États-Unis couvrent la plupart du reste de l'Europe, nous devons donc nous concentrer sur le Tiers-monde ».

Kraftwerk Union s'est retiré complètement du projet nucléaire de Bushehr en juillet 1979, après que le travail se soit arrêté en janvier 1979, avec seulement un réacteur à 50 % terminé et l'autre à 85 %. Ils ont dit qu'ils avaient basé leur action sur le non-paiement de sommes dues par l'Iran de 450 millions US\$. La compagnie avait reçu 2,5 milliards du contrat total. Leur annulation a eu lieu après avoir la certitude que le gouvernement iranien terminerait unilatéralement le contrat d'eux-mêmes, suivant la révolution qui a paralysé l'économie de l'Iran et a mené à une crise dans les relations de l'Iran avec l'Occident.

En 1984, Kraftwerk Union fait une déclaration préliminaire afin de voir si elle pourrait conclure le travail sur le projet, mais a décliné de le faire tant que la guerre Iran-Irak continuait. En avril de cette même année, le département d'État américain dit « Nous pensons que cela prendrait au moins deux ou trois ans pour finir la construction des réacteurs à Bushehr. » Le porte-parole a aussi dit que les réacteurs à eau légère de Bushehr « sont particulièrement adaptés à un programme militaire »; puis a continué en disant « De plus, nous n'avons pas de preuves de la construction d'autres installations iraniennes qui seraient nécessaires pour séparer le plutonium du combustible du réacteur utilisé. »

Les réacteurs de Bushehr ont ensuite été endommagés par des multiples frappes aériennes irakiennes entre le 24 mars 1984 et 1988; et le travail sur le programme nucléaire s'est arrêté jusqu'à la fin de la guerre.

En 1990, l'Iran a commencé à chercher des partenaires pour son programme nucléaire; cependant, à cause d'un climat politique complètement différent et des sanctions économiques américaines, peu de candidats se sont présentés.

En 1995, l'Iran a signé un contrat avec la Russie afin de compléter le travail sur la centrale partiellement construite de Bushehr, installant dans le bâtiment existant Bushehr I un réacteur à eau pressurisée de type VVER-1000 de 915 MW, travaux dont la fin est prévue en 2007. Le 5 février 2009, Sergueï Kirienko, PDG de Rosatom, qui gère l'industrie et les sites nucléaires russes, a annoncé le lancement technique du réacteur, avant la fin de l'année²⁴. Le 21 août 2010, le chargement des 163 barres de combustible fournis par la Russie, sous scellé de l'AIEA, a été entamé avec la surveillance de l'Agence Internationale de l'Énergie Atomique.

La centrale nucléaire de Bushehr a été couplée au réseau le 3 septembre 2011, et a atteint sa pleine puissance pour la 1^{ère} fois en août 2012.

PERSIAN NUCLÉAIRES !!

L'inauguration officielle a eu lieu le 12 septembre 2011 en présence du ministre russe de l'Énergie Sergei Shmatko, du directeur de l'Agence fédérale russe de l'énergie atomique Rosatom, Sergei Kiriyenko, du directeur de l'Organisation de l'énergie atomique d'Iran Fereydoun Abbasi et du ministre iranien de l'Énergie Majid Namjou. Selon l'accord bilatéral entre les 2 pays approuvé par l'AIEA, la Russie va exploiter la centrale, fournir le combustible neuf et évacuer le combustible usé pendant 2 à 3 ans, avant d'en donner le plein contrôle à l'Iran.

Chalus

En 1995, des exilés iraniens vivant en Europe ont dit que l'Iran était en train de construire un site secret pour construire des armes nucléaires dans une montagne à 20 kilomètres de la ville de Chalus. En 2006, cette affirmation n'a toujours pas été vérifiée.

Darkhovin

Article détaillé : Centrale nucléaire de Darkhovin.

Avant la révolution iranienne, en octobre 1977, l'Iran avait signé un contrat de 2 milliards de dollars avec l'entreprise française Framatome pour construire deux réacteurs à eau pressurisée de 910 MW à Darkhovin. Les travaux démarrèrent en janvier 1979, un mois avant la chute de l'Empire d'Iran. En avril 1979, le contrat fut annulé par le gouvernement provisoire de l'Iran.

De septembre 1980 à août 1988, le site a été l'objet de bombardements pendant les huit années de la guerre Iran-Irak.

En 1992, la république islamique d'Iran a conclu un accord avec la Chine pour construire sur le site de Darkhovin en 10 ans deux réacteurs nucléaires de 300 mégawatts chacun, identiques à ceux de la centrale nucléaire de Qinshan (Chine) et de la centrale nucléaire de Chashma (Pakistan). Mais la Chine se retira avant que le chantier n'ait démarré.

En 2006, Gholam Reza Aghazadeh a annoncé que l'Iran allait construire avec ses experts nationaux un réacteur de 360 Mégawatts à Darkhovin³⁴. Le projet de l'Organisation de l'énergie atomique d'Iran vise à équiper la centrale d'un réacteur nucléaire à eau pressurisée d'une puissance de 360 MW, construit par l'Iran, dont la mise en service est prévue en 2017. Il serait alors alimenté en combustible nucléaire enrichi en Iran dont la teneur en Uranium-235 sera comprise entre 2,5 % et 3,5 %.

Les études de design ont commencé en 2008. Ces études auraient été finalisées en 2012, l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) a demandé d'en contrôler les résultats.

Fordo (ou Fordow)

Le site d'enrichissement d'uranium de Fordo est le dernier site construit par la république islamique. Il se situe à 150 km au sud-ouest de Téhéran, et se situe sous une montagne, ce qui rend le site très difficile à attaquer (selon l'AIEA). Le site pourrait accueillir 3000 centrifugeuses, qui viendraient s'ajouter aux 8000 du site de Natanz. L'Uranium enrichi à 20 % ne possède aucun potentiel militaire, il acquiert ce potentiel, enrichi à plus de 90 %.

Ispahan

Le centre de technologie nucléaire d'Esfahan est un site de recherche nucléaire qui opère actuellement quatre petits réacteurs nucléaires pour la recherche, tous fournis par la Chine. Il est opéré par l'OEA.



Le site d'enrichissement de l'uranium d'Esfahan convertit de l'uranium concentré sous la forme de yellowcake (uranium concentré sous la forme U_3O_8) en hexafluorure d'uranium (UF_6). Fin octobre 2004, le site est opérationnel à 70 % avec 21 ateliers pour 24 en fonctionnement. Il existe aussi une usine de production de zirconium, située à côté, qui produit les ingrédients nécessaires aux réacteurs nucléaires.

Karaj

Le centre de recherche agricole et de médecine nucléaire à Hashtgerd a été fondé en 1991 et est opéré par l'OEA.

Lashkar Ab'ad

Une usine pilote pour la séparation des isotopes. Établi en 2002, les expériences d'enrichissement au laser ont été conduites sur ce site; cependant, l'usine est fermée depuis que l'Iran a déclaré qu'il n'avait pas d'intentions d'enrichir de l'uranium en utilisant la technique de séparation isotopique.

Lavizan

Tous les bâtiments de l'ancien centre de recherche technique de Lavizan-Shian ont été démolis en août 2003 et mars 2004 et le sol en surface a été enlevé. Les échantillons environnementaux pris par les inspecteurs de l'AIEA pourraient montrer des traces de radiation. Le site doit être rendu à la ville de Téhéran.

Natanz

C'est une usine d'enrichissement couvrant 100 000 m² construit à 8 mètres sous terre et protégé par un mur de béton de 2,5 m d'épaisseur, protégé lui-même par un autre mur de béton. En 2004, le toit a été renforcé de béton armé puis recouvert de 22 mètres de terre. Le complexe consiste en deux halls de 25 000 m² et d'un certain nombre de bâtiments administratifs. Ce site fut l'un des deux sites secrets dévoilés par Alireza Jafarzadeh en 2002. Le directeur général de l'AIEA Mohamed ElBaradei a visité le site le 21 février 2003 et a rapporté que 160 centrifugeuses étaient complètes et prêtes à fonctionner, 1000 autres étant en cours de construction sur le site⁴³. L'enrichissement officiel d'uranium à 20 % (d'Uranium 235), a commencé le mardi 9 février 2010, dans l'usine de Natanz. Le site d'enrichissement de Natanz abriterait environ 3000 centrifugeuses.

Parchin

Le complexe militaire de Parchin n'est pas un site nucléaire. Cela a été confirmé le 1^{er} novembre 2005, quand l'AIEA a eu accès au site et que des échantillons environnementaux ont été pris. Les inspecteurs n'ont pas observé d'activités non habituelles dans les bâtiments visités et les analyses n'ont pas indiqué de radioactivité dans les échantillons.

Qom

La construction en cours d'un second centre d'enrichissement d'uranium près de la ville de Qom a été annoncée par l'Iran à l'AIEA le 21 septembre 2009. Il pourrait comprendre 3 000 centrifugeuses.

PERSIAN NUCLÉAIRES !!



Saghand

Première mine de minerai d'uranium, dont on attend qu'elle soit opérationnelle en mars 2005. Les réserves sont estimées à 3 000 à 5 000 tonnes d'oxyde d'uranium à une densité de 500 ppm sur une surface de 100 à 150 km.



Téhéran

Le centre de recherche nucléaire de Téhéran (CRNT) est dirigé par l'OEA. Il est équipé d'un réacteur de recherche de 5 MW fourni par les américains, qui est capable de produire annuellement 500 grammes de plutonium à partir du combustible usé. 17 ans de production seraient suffisants pour faire une seule bombe atomique, cependant, le stockage des déchets est surveillé attentivement par l'AIEA et l'extraction du plutonium n'est pas possible tant que l'Iran reste signataire du Traité de non-prolifération nucléaire.



Yazd. Centre de traitement des radiations.

Erchad « **Conscience** »
la lettre de l'Institut AWESTA

Directeur David Abbasi 35^{ème} N° 169 Août 2013

CPPAP 0908G883186

**supporter notre cause
qu'elle est la votre et celle
de nos enfants et notre
pays ...**

si vous avez aimé cette lettre :

**1-Après votre lecture, ne pas jetez, offrez à
quelqu'un d'autre ...**

**2-Nous avons besoin de votre aide pour
pouvoir élargir nos activités ...Vous pouvez
nous envoyer vos dons, par chèque libellé à
l'ordre de :**

Association AWESTA
66 CHAMPS ELYSEES
75008 Paris France

**Ou Don par carte bancaire , Vous pouvez
faire un don en ligne sur notre site.**

Vous recevrez un reçu fiscal vous permettant de
déduire de vos impôts 60 % du montant versé

Envoyez nous un cheque de 25€ pour recevoir le
livre « **Perse 7000 ans de Civilisation**

»

Institut AWESTA

66 CHAMPS ELYSEES 75008 Paris France

Tel : 06 87 81 61 44 www.Awesta.fr

***La laïcité est le respect de tous les individus et
de toutes les pensées dans une société civile
rationnelle où aucunes religions et aucuns
dogmes métaphysiques ne peuvent intervenir
dans la législation républicaine !***

« David ABBASI »

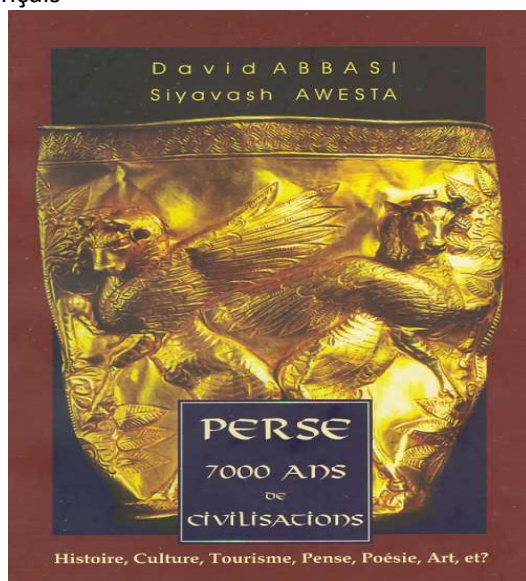
***L'Organisation des ayatollahs
iranienne est fondé par la
Grand Bretagnes depuis plus
de 200 ans qui ont pris le
pouvoir depuis 1979...
ils ont des bonne relations
économiques politiques avec
la Russie et UK...
Alors l'Iran et la république
islamique d'Iran est toujours
une colonie Russe -Britannique***

...

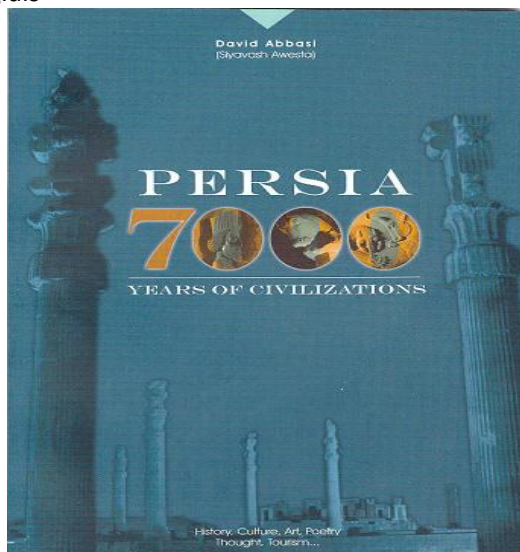
Persia 7000 years Civilization

Livre Ecrit par David ABBASI

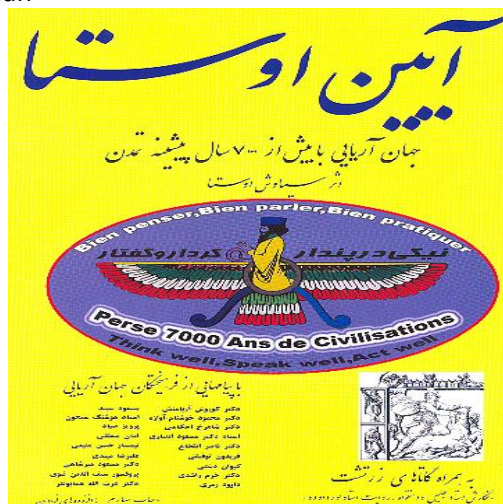
En Français



En anglais



En Persan



Perse 7000 ans de Civilisation

L'AVESTA et trois grands religieux

Chez les Juifs : L'impression et l'influence des Perses sur les trois grandes religions monothéistes sont ancrées dans l'histoire. Par exemple, chez les Juifs, comme nous pouvons le lire dans la Tora, le roi perse nommé Cyrus a libéré les Juifs du Baby et est ainsi considéré comme le Christ, c'est-à-dire le sauveur des Juifs. C'est Cyrus lui-même qui rédigea, pour la première fois, la Déclaration des Droits de l'Homme, il y a quatre mille ans :

Première Déclaration des Droits de l'Homme

L'édit de Cyrus : « Moi, Kouroch (Cyrus), roi du monde, roi de Tintyr (Babylone), roi de Sumer et d'Akkad, roi des quatre religions (...), quand je suis pacifiquement entré dans Tintyr, j'instaurai le siège au pouvoir des princes, dans la liesse et l'allégresse. Marduk (Dieu des Babyloniens) a incliné vers moi les nobles cœurs des braves babyloniens, car j'ai été chaque jour attentif à son culte. Mes nombreuses troupes circulèrent dans Babylone en toute quiétude. Je n'autorisai quiconque à exercer le terrorisme sur la terre de Sumer et d'Akkad. Je ne perdis pas de vue les nécessités de la cité et de tous ses sanctuaires afin de pourvoir à leur bien-être. J'affranchis les citoyens de Babylone de tout joug avilissant. Je restaurai leurs demeures délabrées ; je mis fin à leurs misères. (...) Jusqu'aux cités d'Assur, Suse, Agadé et Echnuma, à celles de Zamban, Meurnu et Der, jusqu'au terroir de Guti et aux villes saintes situées au-delà du Tigre, je rendit aux dieux leurs places et les installai en des demeures durables. Je rassemblai tous les habitants et leur restituai leurs domiciles. De par la volonté de Marduk, le grand-dieu, je n'autorisai les dieux de Sumer et d'Akkad à habiter en paix leurs séjours enchanteurs.